

Avenant n° 30 du 22 septembre 2020

NOR : AGRS2097199M

IDCC : 7018

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Union nationale des entreprises du paysage (UNEP) ;

Chambre nationale des artisans des travaux publics et paysagers (CNATP),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire (FGA CFDT) ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA FO),

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions particulières propres aux ouvriers et employés chapitre II article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées respectivement aux articles 5.1 et 5.2 sont modifiées par les dispositions suivantes :

(En euros.)

Position	Taux horaire brut	Salaire mensuel brut (151,67 heures)
O.1	10,27	1 557,91
O.2	10,30	1 562,50
O.3	10,40	1 577,82
O.4	10,62	1 609,99
O.5	11,01	1 669,74
O.6	11,51	1 746,33
E.1	10,38	1 574,76
E.2	10,41	1 579,35
E.3	10,85	1 645,23
E.4	11,51	1 746,33

Article 2

Les dispositions particulières propres aux techniciens et agents de maîtrise chapitre II article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 sont modifiées par les dispositions suivantes :

Position	Salaire mensuel brut pour 151,67 heures (en euros)
TAM.1	1 954
TAM.2	2 050
TAM.3	2 197
TAM.4	2 409

Article 3

Les dispositions particulières propres aux cadres chapitre II article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées dans le tableau salaire annuel brut sont modifiées par les dispositions suivantes :

Les autres dispositions fixées après le tableau salaire annuel brut restent inchangées.

Position	Salaire annuel brut (en euros)
C	32 676
C 1	37 674
C 2	37 674
C 3	39 405
C 4	40 590
C 5	43 346
D	D'un commun accord

Article 4 | Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au plus tôt au 1^{er} janvier 2021, sous réserve de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension au plus tard le 15 décembre 2020.

À défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021, les dispositions visées s'appliqueront comme suit :

Le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Article 5 | Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 22 septembre 2020.

(Suivent les signatures.)